

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE**

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du jeudi 27 février 2025

Membres en exercice : 26

Présents : 15

Procuration(s) : 8

Absent(s) : 3

Nombre(s) de votants : 23

Votes pour : 23

Vote(s) contre : 0

Abstention(s) : 0

Date de la convocation : mercredi 12 février 2025

DELIBERATION N°DL_AP2025_0022

**Relative à la délégation de la maîtrise d'ouvrage de l'étude sur le potentiel de recharge et d'économie
des ressources en eau à l'Office de l'eau Mayotte**

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept février, à 14h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Nadjima SAID, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC,
Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Monsieur Madi Moussa VELOU,
Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE,
Madame Bibi CHANFI donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI,
Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI,
Monsieur El Anrif HASSANI donne pouvoir à Madame Nadjima SAID,
Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE,
Madame Laini ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Echati ISSA, Monsieur Nadjayedine SIDI

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°DL_2021_00197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;

Considérant le rapport n°2025-02473 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Considérant l'avis de la Commission Administration générale, Transport et Transition écologique du mercredi 26 février 2025.

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,**

DECIDE

- Article 1 :** d'approuver la délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Office de l'Eau Mayotte pour la réalisation de l'étude sur le potentiel de recharge et d'économie des ressources en eau à l'Office de l'eau Mayotte ;
- Article 2 :** d'octroyer une subvention de **149 300 €** à l'Office de l'Eau Mayotte pour financer l'étude ;
- Article 3 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- Article 4 :** d'imputer la dépense au budget du Département ;
- Article 5 :** en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication et son affichage et sa transmission au Représentant de l'Etat dans le département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**


Ben Issa OUSSENI



OFFICE DE L'EAU MAYOTTE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

Envoyé en préfecture le 07/03/2025
Reçu en préfecture le 07/03/2025
Publié le
ID : 976-229850003-20250307-DL2702250022-DE


MAYOTTE
CONSEIL DÉPARTEMENTAL

CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

ENTRE :

Le **Conseil Départemental de Mayotte**, représenté par son Président, Monsieur Ben Issa OUSSENI, ci-après dénommé "Le Délégant",

Et :

L'**Office de l'Eau Mayotte**, représenté par son Président délégué, Monsieur Nadjayedine SIDI, ci-après dénommé "Le Délégataire",

PREAMBULE

Dans le cadre de la gestion durable des ressources en eau à Mayotte, le Conseil Départemental de Mayotte, propriétaire du Domaine Public Fluvial, souhaite mener une étude approfondie sur le potentiel de recharge et d'économie des ressources en eau. Cette initiative, soutenue financièrement par l'Agence Française de Développement (AFD) à hauteur de 149 300 euros, est cruciale, notamment dans le contexte post-cyclone Chido.

Le Délégant et le Délégataire conviennent de la délégation de maîtrise d'ouvrage selon les termes et conditions définis ci-après.

Article 1 : Objet de la Convention

Le Délégant délègue au Délégataire la maîtrise d'ouvrage de l'étude sur le potentiel de recharge et d'économie des ressources en eau à Mayotte. Cette étude doit permettre d'évaluer l'impact de la perte de végétalisation sur les ressources en eau, de définir une politique de reboisement appropriée, et d'explorer la mobilisation des eaux non conventionnelles telles que la réutilisation des eaux usées traitées (REUT), les eaux de toitures, les eaux pluviales et les eaux atmosphériques.

Article 2 : Missions du Délégataire

Le Délégataire s'engage à :

1. **Assurer la conduite de l'étude :**
 - Planifier les différentes étapes de l'étude.
 - Coordonner les équipes et les intervenants nécessaires.
2. **Mobiliser les ressources nécessaires :**
 - Allouer les moyens humains, matériels et financiers requis.
 - Utiliser les technologies et outils appropriés.
3. **Respecter le budget alloué de 149 300 euros :**
 - Assurer une gestion rigoureuse et transparente des fonds.
 - Justifier les dépenses engagées.
4. **Produire un rapport détaillé sur les résultats de l'étude :**
 - Rendre compte des méthodologies utilisées.
 - Analyser les données collectées et formuler des recommandations.
5. **Coordonner avec les différentes parties prenantes** impliquées dans l'étude :
 - Collaborer avec les acteurs locaux, les élus et les experts.
 - Organiser des réunions de suivi et des consultations.

Article 3 : Durée de la Convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature et est valable jusqu'à la remise du rapport final de l'étude, prévue pour **30 septembre 2025**. La durée de la convention peut être prolongée par un avenant signé par les deux parties en cas de nécessité.

Article 4 : Moyens Financiers

Le Délégant versera au Délégataire la somme de **149 300 €**, correspondant à la somme allouée par l'Agence Française de Développement, pour la réalisation de l'étude. Ce montant devra être utilisé exclusivement pour les besoins de l'étude. Le Délégataire s'engage à fournir un rapport financier détaillé à la fin de l'étude.

Article 5 : Obligations du Délégant

Le Délégant s'engage à :

1. Fournir au Mandataire toutes les informations et documents nécessaires à la réalisation des missions.



OFFICE DE L'EAU MAYOTTE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

Envoyé en préfecture le 07/03/2025
Reçu en préfecture le 07/03/2025
Publié le
ID : 976-229850003-20250307-DL2702250022-DE



Article 6 : Obligations du Délégataire

Le Délégataire s'engage à :

1. **Fournir des rapports d'avancement réguliers au Délégant :**
 - Informer sur l'état d'avancement de l'étude.
 - Identifier et proposer des solutions aux éventuels obstacles rencontrés.
2. **Assurer la transparence dans l'utilisation des fonds alloués :**
 - Fournir des comptes rendus financiers précis.
 - Faciliter les audits financiers si nécessaire.

Article 7 : Résiliation

En cas de non-respect des obligations par l'une des parties, la présente convention peut être résiliée après une mise en demeure restée sans effet pendant un délai de 2 mois. La résiliation entraîne l'obligation pour le Délégataire de restituer les fonds non utilisés et de fournir un rapport sur les actions menées jusqu'à la résiliation.

Article 8 : Litiges

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable. À défaut, le litige sera porté devant les juridictions compétentes.

Fait à Mamoudzou, le .

Le Président du Conseil Départemental
de Mayotte

Ben Issa OUSSENI

Le Président Délégué de l'Office de
l'Eau Mayotte

Nadjayedine SIDI